LA PROFESSION DE BIBLIOTHÉCAIRE EN FRANCE À L'ÉPOQUE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

« Depuis dix mois qu'au milieu des esprits,
entre de bons et de mauvais écrits,
je passe toutes mes journées
de trois sous tout au plus payées,
jugez quel est mon triste sort !
de huit enfans dont je me dis le père,
est ce de quoi soulager la misère,
ou les sauver des horreurs de la mort ?
autrefois, quand un peu d'aisance,
que me procurait un emploi,
me faisait hausser la pitance,
sans craindre un pareil desarroi,
j'étais heureux en apparence,
femme et enfans tout comme moi.
maintenant qu'elle difference !
pour soutenir notre existence
l'emploi n'est plus, et cent sous d'assignats
ne rendent pas le troupeau gras :
car l'assignat est comme un est a trente ;
et pour celui qui n'a point d'autre rente
vous l'avouerez, c'est un tres facheux cas
cependant il faut vivre, et voila l'embaras.
si le plus vrai patriotisme,
l'amour des lois et le civisme
pouvaient garantir du trépas
nous serions immortels ; mais cela n'étant pas
il nous faut un autre remede
et c'est vous citoyens qui viendrez à notre aide... »

Ces quelques vers ¹ qui introduisent une requête à la Convention présentée en thermidor an III par le citoyen Mareschal, commissaire biblio-

1. Arch. nat. F¹⁷ 1182 (Côtes du Nord), 28 thermidor an III-15 août 1795.

graphe de Lamballe, me paraissent porter témoignage des difficultés de travail et de vie de ces individus qui, à la faveur de la Révolution, se sont soudainement trouvés responsables des livres provenant des confiscations révolutionnaires.

Le citoyen Mareschal est un anonyme. Aujourd'hui encore, je ne sais rien de lui. Ayant eu à concevoir pour le ministère de la Culture une exposition intitulée : « Sous la main de la Nation. La Révolution française et les bibliothèques », j'avais souhaité y évoquer les bibliothécaires de l'époque. J'ai pourtant dû me rendre à l'évidence : hormis quelques grands bibliothécaires parisiens comme Ameilhon ou provinciaux comme le père Laire ou Castilhon, on ne savait rien de ces gens. De cette constatation est née la recherche que je mène aujourd'hui sur ces personnages. Ce travail est actuellement trop peu avancé pour conduire à des conclusions définitives. Il permet cependant de présenter une vision impressionniste mais assez juste, je l'espère, d'une réalité propre à la France et à ses conquêtes : la vie et le travail obscur des bibliothécaires de l'époque révolutionnaire.

Le métier de bibliothécaire est, en France comme ailleurs, bien antérieur à la période qui nous occupe. Sous l'Ancien Régime, chaque communauté religieuse avait *son* bibliothécaire. Les villes se sont, petit à petit, dotées de bibliothèques plus ou moins largement ouvertes au public lettré. Il en existait ainsi à la veille de 1789 une cinquantaine, le plus souvent créées par des legs, ou par souscription publique comme à Grenoble. Sur chacune d'elles veillaient des bibliothécaires, hommes de science et d'érudition.

Il faut enfin leur ajouter les bibliothécaires des princes, des grands et des prélats. Ils avaient la charge d'entretenir les collections de leurs puissants protecteurs et de les accroître. Certains d'entre eux se faisaient parfois collectionneurs, tel l'abbé Joseph-Jean Rive qui, après avoir veillé sur les livres du duc de La Vallière, laissait à sa mort en 1791 une collection de 2553 titres². La situation française d'alors n'avait rien d'exceptionnel et correspondait à celle des autres pays européens. Ces bibliothécaires, détenteurs d'un réel savoir professionnel et d'une grande culture, constituaient un monde clos dont les membres se connaissaient, correspondaient, ou se faisaient concurrence dans la chasse aux « raretés ». Plusieurs des membres de ce microcosme sont relativement bien connus

2. *Catalogue de la bibliothèque des livres de feu l'abbé Rive... mis en ordre par C. F. Achard...*, À Marseille, de l'imprimerie de Rochebrun et Mazet, 1793.

pour avoir joué un rôle de premier plan dans l'histoire des bibliothèques françaises sous la Révolution, tant au sein des comités parisiens qu'à la tête des établissements de province. Parmi eux, citons : Hubert-Pascal Ameilhon à Louis-la-Culture puis à l'Arsenal, Jean Castilhon à Toulouse, le père François-Xavier Laire (ancien bibliothécaire de Loménie de Brienne) dans l'Yonne³...

Mais la Révolution devait susciter la brusque apparition de centaines de bibliothécaires improvisés, pour faire face à de nouveaux besoins. Les autorités révolutionnaires se trouvèrent très vite dépositaires de plusieurs millions de documents provenant de trois vagues successives de confiscations. En mettant « à la disposition de la nation » les biens du clergé par le décret des 2-4 novembre 1789, les révolutionnaires cherchaient avant tout à combler les caisses vides du trésor royal. Ils se trouvèrent du jour au lendemain responsables de plus de quatre millions de volumes auxquels vinrent s'ajouter, par la suite, les collections difficilement quantifiables des émigrés, déportés et condamnés (à partir de 1792), puis des académies et universités supprimées le 15 septembre 1793.

Désireuses d'utiliser au mieux cette masse documentaire d'abord regroupée dans les « dépôts littéraires » créés dans les cinq cent quarante-cinq districts du territoire français, les autorités décidèrent de les affecter à la propagation des idées nouvelles dans la population. C'est ainsi que le décret du 8 pluviôse an II (27 janvier 1794) instaura une bibliothèque publique par district ; puis que la loi Lakanal du 7 ventôse an III (25 février 1795) créa une école centrale, dotée d'une bibliothèque, par département. Ces établissements se constituèrent par transformation des « dépôts littéraires » et prélèvements dans leurs collections⁴.

Ces créations, à l'origine desquelles on retrouve les bibliothécaires parisiens et provinciaux d'Ancien Régime, connurent des sorts divers. De fait, à l'exception des bibliothèques déjà publiques avant la Révolution, les nouvelles bibliothèques accueillirent, semble-t-il, peu de lecteurs⁵. Elles se heurtaient à de multiples difficultés dues au contexte politico-économique du temps, à l'incurie de nombreuses administrations locales

3. Hélène DUFRESNE, *Érudition et esprit public au XVIII^e siècle : le bibliothécaire Hubert-Pascal Ameilhon (1730-1811)*, Paris, Librairie Nizet, 1962. A. DEY, « F. X. Laire bibliothécaire et professeur à l'école centrale de l'Yonne », extrait de *l'Annuaire de l'Yonne* de 1858, Auxerre. Maurice CAILLET, « Un ami des Lumières : Jean Castilhon », in *Humanisme actif. Mélanges Julien Cain*, t. 2, Paris, Hermann, 1968, p. 21-35.

4. Graham Keith BARNETT, *Histoire des bibliothèques publiques en France de la Révolution à 1939*, Paris, Promodis, 1987. Pierre RIBERETTE, *Les Bibliothèques françaises pendant la Révolution (1789-1795)*, Paris, Bibliothèque nationale, 1970.

5. Dominique VARRY, « Il faut que les Lumières arrivent par torrents : la Révolution française et les bibliothèques publiques, projets et réalités », *Bulletin des bibliothèques de France*, t. 34, 2-3, 1989, p. 160-165.

et au caractère obsolète de leurs collections. C'est ainsi que sur les cent huit écoles centrales fondées par la loi Lakanal, trente-deux virent le jour, pour être supprimées et remplacées par les lycées en 1802. Un arrêté consulaire de Bonaparte du 28 janvier 1803 mettait « à la disposition des municipalités » et confiait à leur garde les bibliothèques existant alors. Ce texte, toujours en vigueur aujourd'hui, constitue l'acte de naissance des bibliothèques municipales qui s'ouvrirent tout au long du XIX^e siècle au gré des circonstances locales. L'État, toujours propriétaire de ces collections inaliénables, avait ainsi choisi de se décharger de leur entretien.

Ces décisions successives, émanant du pouvoir parisien, ont eu pour conséquence immédiate l'apparition, comme par génération spontanée, de centaines de bibliothécaires improvisés, y compris dans les bourgades les plus obscures, et qui furent les véritables créateurs des dépôts littéraires et des bibliothèques qui s'ensuivirent. Qui étaient ces hommes ?

Cohorte issue du peuple pour s'occuper des « livres nationaux », les bibliothécaires de la Révolution en trahissent la diversité. On y retrouve des érudits d'Ancien Régime qui continuent leur travail et mettent leurs talents au service du nouveau pouvoir ; mais également une multitude d'hommes nouveaux issus de tous les milieux socio-professionnels et plus ou moins instruits : ne fallait-il pas trouver un responsable du dépôt littéraire dans chacun des cinq cent quarante-cinq districts ?

Cette diversité transparaît également dans les appellations qui leur furent données : « commissaires aux inventaires » puis « commissaires bibliographes » en province, « bibliothécaires » dans les écoles centrales, « conservateurs » des grands dépôts parisiens... et, enfin, « bibliothécaires municipaux » après 1803.

Fonctionnaires publics, les bibliothécaires étaient en principe élus sinon par le peuple assemblé, du moins par un jury. Mais ce genre de désignation put subir bien des accommodements en fonction des solidarités familiales, économiques et politiques locales. Au gré des fluctuations politiques, le bibliothécaire n'était pas à l'abri des épurations qui périodiquement affectèrent les administrations locales. Fonctionnaire public, le bibliothécaire était également astreint à la prestation des serments requis par la loi, en particulier celui de Liberté-Égalité en 1792, et celui de Haine à la royauté en 1797. Le plus souvent, ces bibliothécaires étaient acquis aux idées révolutionnaires, et certains militèrent dans les clubs et sociétés populaires. Cependant, la nécessité de trouver un individu ayant un minimum de compétences conduisit parfois à confier les « livres nationaux » à des personnages idéologiquement moins sûrs.

On est en tout cas surpris de constater que la Révolution qui a beaucoup légiféré, et qui a produit de multiples circulaires relatives à la desti-

nation et à la conservation des livres confisqués, n'a pas jugé utile de le faire pour réglementer la profession de bibliothécaire, ni pour codifier les conditions pratiques de consultation des collections par les lecteurs⁶. Il a fallu attendre l'ordonnance du 31 décembre 1847 pour qu'un texte règle les conditions de nomination du personnel des bibliothèques municipales, et définisse les titres requis pour cela.

La complainte de Mareschal qui ouvrait cet exposé nous fait toucher du doigt un des aspects les plus douloureux de la situation des bibliothécaires de cette époque : leur rétribution. Les commissaires aux inventaires qui prirent part aux saisies furent-ils payés ? Je n'oserais l'affirmer. Il en est en tout cas qui ont fait voiturier à leurs frais les livres confisqués jusqu'aux dépôts dont ils avaient la garde. Il en est d'autres qui se sont payés en nature !

Le décret du 8 pluviôse an II (27 janvier 1794) avait fixé à cinq livres par jour de travail le salaire des bibliothécaires. Cette somme devint dérisoire lorsque la Convention thermidorienne abolit la loi du Maximum. Une autre loi du 4 pluviôse an III (23 janvier 1795) avait accordé une indemnité aux fonctionnaires, mais les instituteurs et les bibliothécaires furent exclus de cette mesure, car ils n'exerçaient pas de fonctions purement administratives. Il faut ajouter que l'indemnité de pluviôse an II était incompatible avec une pension. Le bibliothécaire déjà titulaire d'une pension de l'État, comme c'était le cas des ecclésiastiques, devait opter pour l'une ou l'autre solution. Les administrations locales ignoraient souvent sur quel budget elles devaient défrayer les bibliothécaires, ainsi qu'en témoigne le cas de Belfort en frimaire an III (décembre 1794)⁷ :

« ... l'administration vous prie de vouloir bien lui désigner sur quelle caisse elle doit prendre pour le payer [le bibliothécaire] tant de l'indemnité que lui alloue le décret sur l'établissement des bibliothèques, que des avances qu'il a fait [*sic*] pour le transport des livres, des maisons particulières au dépôt général ... »

De fait, le citoyen Bévalet, ancien prêtre, travailla onze années à mettre sur pied la bibliothèque de Belfort sans toucher de traitement. Le régime impérial lui versa ultérieurement une dérisoire indemnité de trois cents francs, provenant de la vente de doubles de sa bibliothèque. Le cas n'est hélas pas unique, mais attesté en maints endroits. Il y a fort à parier que

6. Ulysse ROBERT, *Recueil des lois, décrets... concernant les bibliothèques publiques...*, Paris, 1883.

7. D. VARRY, « Aux origines de la bibliothèque publique de Belfort », *Bulletin de la société belfortaine d'émulation*, 1989, p. 49-58.

de futures investigations montreront que telle fut la situation la plus fréquente.

Les bibliothécaires des écoles centrales ne connurent pas ces déboires, puisque la loi Lakanal du 20 pluviôse an IV (9 février 1796) leur accorda le même statut et le même salaire qu'aux professeurs de ces établissements.

Les personnels des dépôts littéraires de la capitale furent, quant à eux, payés tout au long de la période. Un état des traitements des employés du dépôt des Cordeliers donne les chiffres suivants⁸ : 4 000 F par an à l'administrateur, 3 600 F au conservateur, 1 800 F à chacun des deux employés, 720 F aux huit « hommes de peine » et à la « portière ».

Mais qui étaient ces bibliothécaires ?

La tradition s'accorde à souligner qu'ils furent en majorité des ecclésiastiques. Seule l'enquête en cours auprès des bibliothèques permettra d'en donner la proportion. Il est certain que de nombreux bibliothécaires de couvents supprimés trouvèrent ainsi un moyen de subsistance : tel fut le cas de Dom Gourdin à Rouen, de Dom Poirier à Saint-Germain-des-Près puis à l'Arsenal, de Dom Mazet à Poitiers, de l'ancien oratorien Ordinaire ci-devant professeur d'Histoire naturelle de Mesdames de France devenu bibliothécaire de Clermont-Ferrand...

Mais les bibliothèques, et l'administration en général, furent aussi un refuge pour les ecclésiastiques qui abdiquèrent le sacerdoce sous la Terreur : ainsi en fut-il de Bévalet à Belfort, de Colnet à Sélestat, de Mézurolle à Soissons, de Rever à Evreux, ou du célèbre Barbier à Paris. Le phénomène n'épargna pas le clergé protestant comme en témoigne le cas de Mathias Engel, pasteur à Strasbourg qui, après avoir abdicqué en 1793, devint instituteur à Ribeauvillé puis bibliothécaire à Colmar.

Les bibliothèques constituèrent également une position de repli pour l'épiscopat constitutionnel : ainsi de Torné évêque du Cher devenu en 1796 bibliothécaire de l'école centrale de Tarbes, ou d'Oloron évêque de Laval devenu bibliothécaire de cette ville après avoir dû démissionner au Concordat. Rappelons également que, sous le Consulat, l'abbé Grégoire ancien évêque du Loir-et-Cher ayant été obligé de vendre une partie de sa bibliothèque personnelle pour en tirer quelque argent, obtint de François de Neufchâteau un poste à l'Arsenal⁹. Mais bien d'autres hommes œuvrèrent dans les bibliothèques. À Saar-Union, Le Masson était un ancien militaire perclus de blessures. À Aix, Gibelin était médecin. À Cambrai, Houillon était horloger. À Douai, Monteville était homme de

8. Arch. nat. F¹⁷ 1204, germinal an XIII-mars-avril 1805.

9. Bernard PLONGERON, *L'Abbé Grégoire (1750-1831) ou l'arche de la fraternité*, Paris, Letouzey et Ané, 1989, p. 33.

loi. À l'école centrale de Colmar, Jean-Pierre Marquair avait jadis été avocat au Conseil souverain d'Alsace, puis juge au tribunal avant d'être suspendu en 1792. À Reims, Delaistre, qui fut impliqué dans des vols de documents précieux, avait été libraire. À Corbeil, Van Thol était un libraire hollandais réfugié en France. Il devint par la suite le dernier conservateur des dépôts littéraires de Paris.

Par ailleurs, le *Dictionnaire des journalistes*¹⁰ signale plusieurs polygraphes qui occupèrent, eux aussi, des postes dans les bibliothèques de Paris et de province, dont Delandine qui fut, avec des interruptions, bibliothécaire de Lyon de 1791 à 1820.

Les bibliothèques attirèrent même des nobles. Le principal concurrent de Torné à l'école centrale de Tarbes fut Jean-Auguste d'Angos, ancien capitaine au Régiment de Navarre, mathématicien et astronome. On préféra lui accorder le poste de professeur de mathématiques¹¹. Le cas le plus pittoresque est sans doute celui de Louis Alexandre Delsoert, réfugié à Agen en l'an II et élu en mai 1796 bibliothécaire de l'école centrale de la ville. Après la loi d'amnistie du crime d'émigration, le citoyen Delsoert né en Belgique redevint le ci-devant chevalier de Lalaurencie, issu d'une noble famille périgourdine, émigré en Allemagne avant de s'établir à Agen où il vécut de leçons particulières sans que sa véritable identité n'ait été soupçonnée¹². On le voit, les bibliothécaires de la Révolution venaient d'horizons très divers. L'enquête prosopographique devrait permettre d'établir des statistiques impossibles aujourd'hui sur un échantillon encore trop restreint. Malgré la précarité de leur situation matérielle, ces hommes firent preuve d'un véritable patriotisme et d'un esprit de service public assez rare dans l'accomplissement de tâches auxquelles ils étaient pour la plupart mal préparés, mais dont ils considéraient qu'elles étaient essentielles à l'affermissement de la République et à la propagation des idéaux révolutionnaires.

Le premier travail qui incombait à ces hommes fut de transporter dans les locaux affectés à l'usage de dépôts littéraires les livres confisqués d'abord dans les communautés religieuses, puis chez les divers ennemis de la Révolution. La chose n'alla pas sans difficultés, comme le rapporte le bibliothécaire de Belfort¹³ :

10. Jean SGARD, *Dictionnaire des journalistes (1600-1789)*, Grenoble, Presses universitaires, 1976 et *Suppléments* 1 à 4.

11. *Rapport du juri d'instruction publique, et discours prononcés lors de l'installation de l'École centrale...*, À Tarbes, chez J. Roquemaurel, an IV.

12. Anne-Marie LABIT, « La bibliothèque municipale d'Agen », *Revue française d'histoire du livre*, 2, 1972, p. 79-100.

13. Cf. *art. cit. supra* n. 7.

« ... pour vous donner une idée, Monsieur le Préfet, représentez-vous un amas informe de plus de dix mille volumes de tout format, jetés par paniers et pêle-mêle au milieu d'une sâle nue, sans aucun moyen pour m'en permettre le dépouillement. Représentez-vous la moitié et plus de ces livres tirés des bibliothèques des cy-devant capucins et cordeliers de Thann, m'arrivant par une pluie battante, dans des chariots à charbon, à découvert, entassés sans ordre, mouillés presque à fond, exhalant une odeur infecte... il m'a fallu plusieurs mois au milieu de cette infection pour les désecher ... »

Les livres furent entassés par lieux de provenance. Il fallut ensuite regrouper les volumes épars, les classer par ordre alphabétique d'auteurs, ou de titres pour les anonymes, en les numérotant à l'aide de fichets découpés dans les cartes à jouer, et qu'on laissait dépasser des volumes. Mais laissons Bévalet poursuivre sa narration :

« ... la plupart de ces livres n'ayant peut-être pas été ouverts depuis plus d'un siècle répandoient un poison qui me forçoit à chaque instant de sortir, et dont j'ai ressenti longtemps les atteintes mortelles. J'ai été plusieurs fois reconduit à mon domicile sans connaissance, éprouvant les coliques les plus cruelles... Ces préliminaires dangereux finis, j'ai pu songer seulement alors à commencer mon catalogue, mais comment rapprocher les ouvrages épars et les compléter dans un amas de six pieds de hauteur de livres jetés au hasard. Ce travail m'a pris près de huit mois à sept ou huit heures par jour. Tel ouvrage n'étoit complété qu'au bout de quatre mois, et n'ayant aucune aisance, parce qu'aucune autorité n'en vouloit faire la dépense dans ces tems dezaux, il falloit que je remuas [*sic*] à chaque ouvrage deux mille volumes dégoutans pour trouver celui que je cherchois ... »

Ce classement achevé, les bibliothécaires purent passer à une seconde étape de leur travail. Dès 1790, les experts parisiens avaient envisagé la réalisation d'une « bibliographie universelle de la France » qui doterait le pays d'un catalogue collectif qu'on espérait mener à bien en cinq ans¹⁴. Il s'agissait de cataloguer les livres, selon des directives précises, au dos de cartes à jouer qui devaient être envoyées à un bureau central parisien chargé de la réalisation du catalogue. Les bibliothécaires se mirent donc au travail, avec plus ou moins d'ardeur selon les lieux, mais l'entreprise connut de grosses difficultés, et fut définitivement arrêtée le 15 germinal an IV (4 avril 1796). Dans son *Rapport sur la bibliographie* présenté devant la Convention¹⁵, l'abbé Grégoire a fustigé les commissaires biblio-

14. Cf. l'étude magistrale de P. RIBERETTE citée *supra* n. 4.

15. Texte publié in Frank Paul BOWMAN, *L'Abbé Grégoire évêque des Lumières*, Paris, France-Empire, 1988, p. 150-159.

graphes de province : « il fallait des hommes versés dans la paléographie et la bibliographie [...] Malheureusement la plupart étaient d'ineptes copistes qui ont dénaturé les titres des livres, altéré les dates, confondu les éditions... »

Il est vrai que certains départements n'ont jamais adressé les cartes demandées. Il est vrai que certains bibliothécaires ont envoyé, à défaut de cartes à jouer, des morceaux de parchemin découpés dans les marges des manuscrits confiés à leur garde. D'autres ont fourni des données totalement fantaisistes et inutilisables. L'abbé Grégoire est cependant fort sévère car beaucoup de bibliothécaires ont travaillé à ce projet avec ardeur, fourni dans des délais très courts des milliers de fiches, entretenu avec les spécialistes parisiens une abondante correspondance (conservée dans la série F¹⁷ des Archives nationales) pour demander des précisions et poser des problèmes d'identification ou de traitement bibliographique des documents. Ainsi, parmi de multiples exemples, le citoyen Carré, bibliothécaire de Gien, posait-il le problème des anonymes dévoilés¹⁶ : fallait-il les prendre à l'auteur ou au titre ? Comment traiter le pseudonyme Montalte qui cachait selon les cas Pascal ou Nicole ?

Bien des bibliothécaires, surtout dans les plus humbles bourgades, étaient totalement impréparés à ce travail. Leur isolement, coupé de loin en loin par des instructions venues de Paris, le manque de personnel subalterne, l'incompréhension des administrations locales occupées à résoudre des problèmes plus cruciaux et méfiantes à l'égard du pouvoir central, ont entravé une entreprise sans doute trop ambitieuse. Enfin, les responsables des bibliothèques devaient faire face à de multiples difficultés quotidiennes : se procurer de l'encre et des plumes, ou du bois de chauffage, représentait souvent des obstacles insurmontables, et beaucoup ont payé de leurs deniers les fournitures les plus indispensables...

Ce n'est qu'une fois achevés les préliminaires du classement et d'un embryon de catalogage des fonds que les bibliothécaires purent essayer de faire de leurs établissements un instrument d'éducation populaire et de propagation des idéaux révolutionnaires. Mais ils faillirent à cette mission. Les collections étaient peu accessibles faute de catalogues, leur contenu ne correspondait pas à cette attente, les rayons étant encombrés d'ouvrages de religion vieillissés, et les acquisitions furent extrêmement restreintes faute de crédits d'achat. Figées par le processus des confiscations, obsolètes, les collections de livres nationaux ne pouvaient intéresser qu'un petit nombre de lecteurs érudits. À l'exception de celles qui étaient déjà publiques avant la Révolution, et qui continuèrent à fonctionner

16. Arch. nat. F¹⁷ 1184 (Loiret), Gien, 9 pluviôse an III-28 janvier 1795.

comme avant ou presque, les bibliothèques d'alors accueillirent peu de lecteurs. Le phénomène se poursuivit d'ailleurs tout au long du XIX^e siècle.

Le fait de porter un regard rétrospectif sur l'action des bibliothécaires français de la Révolution conduit à dresser un constat désabusé : des idées généreuses, un travail acharné, mené envers et contre tout par des bibliothécaires improvisés ayant une haute idée de leur mission, n'aboutirent qu'à un échec dont les bibliothèques françaises ne se sont jamais relevées. On ne connaît toujours pas le contenu des fonds d'origine révolutionnaire !

Il y eut certes parmi ces bibliothécaires surgis du néant des incompetents, des paresseux, des incultes et des ignares qui eurent leur part du vandalisme dénoncé par l'abbé Grégoire. Mais ce vandalisme fut moins dévastateur pour le livre, généralement respecté comme vecteur des Lumières, que pour les archives porteuses du souvenir de l'iniquité de l'Ancien Régime, et pour les monuments religieux¹⁷. Il y eut aussi en leur sein des filous prompts à tirer profit des collections confiées à leur garde, comme ce Dambreville, conservateur du dépôt parisien des Cordeliers, chez lequel la police trouva près de neuf mille volumes soustraits à son établissement, sans compter ceux qu'il avait déjà vendus¹⁸... Il y eut surtout une multitude d'hommes persuadés du caractère éminemment pédagogique et utile de l'ingrate besogne qu'ils accomplirent contre vents et marées comme un véritable « sacerdoce laïc ». De leurs rangs sortirent les Barbier, Peignot, Nodier... qui concoururent à affermir les bases de la science bibliographique.

Leurs successeurs du XIX^e siècle furent à leur image des hommes plus ou moins cultivés, qui apprirent leur métier sur le tas, et furent souvent des bénévoles auxquels on concédait le titre et les fonctions de bibliothécaire comme une marque d'honneur¹⁹. La création de l'École des chartes, sous la Restauration, n'y changea rien dans l'immédiat, puisque Henri-Jean Martin a rappelé qu'en 1867, sur deux cent vingt-deux élèves sortis de l'École depuis sa fondation, quinze avaient choisi les bibliothèques, et deux seulement exerçaient en province²⁰. Le cas français est donc spécifique. Il serait intéressant de connaître les effets qu'il a pu

17. D. VARRY, « Vicissitudes et aléas des livres placés sous la main de la Nation », in *Révolution française et « vandalisme révolutionnaire »*, Paris, Universitas, 1992, p. 277-284.

18. *Ibid.*

19. Louis DESGRAVES, « Les bibliothécaires », in *Histoire des bibliothèques françaises*. T. 3 : *Les Bibliothèques de la Révolution et du XIX^e siècle*, dir. D. VARRY, Paris, Promodis/Ed. du Cercle de la librairie, 1991, p. 281-293.

20. Henri-Jean MARTIN, « Les chartistes et les bibliothèques », *Bulletin des bibliothèques de France*, 12, 1972, p. 529-537.

avoir sur la vie des bibliothèques des régions étrangères qui, sous la Révolution et l'Empire, se trouvèrent sous domination française, et tout spécialement sur la rive gauche du Rhin. Il y aurait sans doute là quelques pistes à explorer pour nos collègues allemands. Mais cette recherche est loin d'être achevée. Le portrait du bibliothécaire français de la Révolution demande encore à être précisé et nuancé. Cette catégorie d'hommes mérite indiscutablement d'être tirée de l'anonymat dans lequel elle est tombée.

Dominique VARRY,
*École nationale supérieure des sciences
de l'information et des bibliothèques.*